

Avec le soutien de
l'Organisation
Internationale de
la Francophonie



الايام

AL AYAM

الاقتصادية
(اسسها وفتح الطيب سنة 1966)

1000 L.L



N° 77 - Juillet 2014

Fondé en 1966 par Wafic El Tibi

Un axe Rabat-Tunis pour l'Afrique ?

Henri VEDIE

Professeur (ém.) à HEC-Paris

Le Roi Mohammed VI a effectué une visite d'Etat en Tunisie, du 30 mai au 1er juin, accompagné de 11 ministres et 90 hommes d'affaires. L'importance de cette visite doit être soulignée car elle s'inscrit dans la continuité de la politique d'ouverture sur l'Afrique du Royaume au cours de la dernière décennie.

Cette visite officielle est aussi la première dans un Etat du Maghreb, depuis ce qu'on a appelé « le printemps arabe ». Elle s'est conclue par la signature de 23 accords de coopération entre les deux pays dans des domaines aussi divers que l'économie, le tourisme, la santé, l'éducation, l'environnement, l'énergie et les mines. La cérémonie de signature s'est déroulée, au Palais de Carthage, sous la présidence du président provisoire de la République, Moncef Marzouki, et du Souverain marocain, le Roi Mohammed VI.

Certains de ces accords sont hautement stratégiques de par leur contenu, comme le troisième accord portant sur la coopération dans le domaine sécuritaire ou le huitième portant sur un partenariat et une coopération entre les ministères de l'éducation et le Conseil national des droits de l'homme et l'Institut des mêmes droits.

D'autres concernent le domaine économique, ce qui est habituel, et le domaine financier,

ce qui l'est moins.

Coopération dans le domaine Industriel et Technologique

Dans le domaine économique, on retiendra plus particulièrement l'accord portant sur la coopération dans le domaine industriel et technologique, l'accord abordant un domaine précis, parfois délicat, celui de la propriété intellectuelle et industrielle, l'accord sur la recherche scientifique et la technologie. Dans le domaine financier, l'accord concernant la bourse de Casablanca et la bourse de Tunis, et l'accord portant sur la coopération entre la Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE), la Banque Nationale Agricole tunisienne (BNA) et la Banque de Tunisie.

Le domaine éducatif n'a bien sûr pas été oublié avec les accords entre l'Institut Supérieur des études maritimes de Casablanca et l'Institut méditerranéen pour la formation aux métiers de la mer de Tunisie, et l'accord entre l'Institut

Supérieur du Tourisme de Tanger et l'Institut Supérieur des études touristiques de Tunis, deux secteurs d'activité qui compte pour les deux pays.

Hydrocarbures, Santé et Logistique

Dans le domaine environnemental, un accord pour développer la coopération entre les deux Etats, et un autre aborde le sujet des hydrocarbures et des mines.

Enfin d'autres accords sont à rappeler: l'accord sur la santé, l'accord concernant la logistique (équipement, transport) et l'accord portant sur la modernisation de l'administration.

Tous ces accords témoignent de la volonté marocaine d'accompagner la délicate transition de la Tunisie. Ils renforcent la coopération bilatérale



entre deux Etats maghrébins qui partagent beaucoup d'analyses, mais ils vont aussi au-delà avec les larges perspectives qu'ils ouvrent pour une meilleure intégration maghrébine.

La coopération entre le Maroc et la Tunisie revêt une grande dimension stratégique car elle favorise le renforcement des synergies sud-sud qui est, d'une part, un outil essentiel pour construire les futurs grands axes d'intégration régionale, et, d'autre part, un facteur indispensable de la stabilité en Méditerranée.

Marzouki plaide pour l'intégration économique arabe

«Il n'y a pas de sens à la démocratie, en l'absence d'un développement équitable, global et durable, d'emploi et d'ouverture de perspectives à toutes les catégories de la société. La démocratie serait, le cas échéant, un simple plus aux acquis de l'élite qui a obtenu ses droits économiques et sociaux, et a réussi, grâce la révolution des pauvres, à ajouter les libertés individuelles et collectives à ses acquis. Alors que les pauvres restent avec des droits économiques et sociaux incomplets, et des libertés individuelles et collectives qui ne leur assurent pas ce dont ils ont urgemment besoin en termes d'emploi, de logement, de santé et d'enseignement», a déclaré le président Tunisien Moncef Marzouki, à l'ouverture du forum de partenariat tuniso-arabe organisé par la Conect, à Dar Edhiaffa à Carthage.

Marzouki a appelé à convaincre les jeunes, notamment les démunis d'entre eux, «ceux qui sont assoiffés d'emploi, et d'enseignement, que la

démocratie, même si elle n'est pas suffisante, est une condition nécessaire afin qu'ils bénéficient de tous leurs droits, non seulement la liberté de manifester et de retourner bredouille à la maison».

«La démocratie est une condition nécessaire à des réformes substantielles, permettant à l'appareil de production de s'affranchir de l'emprise d'extorsion d'un régime despotique et corrompu», a-t-il fait valoir.

Il a ajouté que «la Tunisie a entamé des réformes fondamentales après la révolution dans de nombreux domaines, notamment l'investissement, le partenariat public/privé, la restructuration des banques, la consolidation de la bonne gouvernance et de la transparence, outre l'instauration de règles saines dans les rapports avec les investisseurs».

«La Tunisie offre des avantages qui en font un

lieu stratégique pour développer le partenariat arabe avec de nombreux pays et groupes économiques en Europe, notamment en Afrique qui présente de grandes perspectives d'avenir pour l'économie mondiale».

Selon ses dires, «la Tunisie offre de nombreux avantages rarement égalés dans d'autres pays, dont la diversité des secteurs d'investissements: bancaire, financier, touristique, immobilier, agricole, industriel, transport, communication, nouvelles technologies, santé, enseignement et formation», etc.

Le chef de l'Etat a plaidé pour l'intégration économique arabe. «A notre époque les stratégies économiques réussies s'appuient sur le partenariat, et l'intégration dans l'économie mondiale, et non sur la confrontation et les intérêts esseulés et étriqués».



Il a prédit un retour en force de l'appareil de production en Tunisie, mis à mal par la révolution, aussitôt l'instauration des nouvelles institutions de l'Etat achevée, à la fin de l'année en cours. «A ce moment là, la renaissance économique et sociale pourrait être enclenchée, sur des fondements solides, appelés, institutions, droit et bonne gouvernance», a-t-il affirmé.

Conférence internationale du processus Nord-Sud pour le renforcement du rôle de la femme à Rabat

La 3ème Conférence internationale du processus Nord-Sud pour le renforcement du rôle de la femme, tenue les 17 et 18 juin à Rabat, a confirmé l'engagement en faveur de la cause féminine en Méditerranée.

La Conférence internationale a été co-organisée par le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe et le ministère des Affaires étrangères et de la coopération du Royaume du Maroc, en partenariat avec l'Assemblée parlementaire et le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe. De nombreuses participantes venues de plusieurs pays de la Méditerranée ont participé à la réunion : Outre le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, la Palestine, l'Egypte, le Liban, le Portugal, la France, l'Espagne... Le Liban était représenté par Rola Elmourad de AFAQ- Educare et présidente du parti politique

féminin 10452 ; Nada Saleh Anid et Joëlle Abou Farhat Rizkallah de Women In Front et Zeina el Tibi présidente de l'Association des femmes arabes de la presse et de la communication.

Cet événement offre une plateforme d'échange fructueux et de partage d'expériences entre différentes sphères, afin de faire le bilan sur les avancées réalisées et les défis à relever, a souligné la ministre déléguée lors de la séance de clôture de cette Conférence ayant pour thème «La participation des femmes à la vie politique dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée: défis et opportunités».

Clôture des travaux, Madame Mbarka Bouaida, Ministre déléguée auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération du Royaume du Maroc, a souligné que cet événement offre une



plateforme d'échanges fructueux et de partage d'expériences entre différentes sphères, afin de faire le bilan sur les avancées réalisées et les défis à relever. Relevant que l'approche genre dans la région euro-méditerranéenne constitue « une obligation morale » et doit continuer à « être le moteur de la dynamique qui met la femme et l'homme au centre du progrès », ajoutant que la durabilité du développement « est tributaire de sa propension à lutter contre toutes les formes d'exclusion ».

Mme Bouaida a précisé que le Maroc a engagé, sous la conduite du Roi Mohammed VI, un processus de réformes inclusif et multidimensionnel « qui a su rendre justice à la femme marocaine en inscrivant, de manière horizontale, l'approche genre au cœur des priorités nationales, pour en faire la pierre angulaire d'un développement soutenu ». A cet égard, elle a fait remarquer que les avancées

réalisées par le Maroc dans ce domaine, ont pu compter sur une mobilisation de tous les instants des acteurs de la société civile marocaine, dans le cadre d'un projet commun et d'une ambition partagée.

Selon Jean-Marie Heydt, président du Comité exécutif du Centre Nord-Sud, cet événement a été l'occasion « d'analyser les défis et opportunités qui se posent aux femmes de la région du Sud et de l'Est de la Méditerranée en matière de participation à la vie politique », mais aussi de partager des expériences avec les acteurs institutionnels et non gouvernementaux d'autres pays du Nord et du Sud de la Méditerranée. La conférence a également visé à faciliter l'identification d'actions de renforcement de capacités, de réseautage et de coopération, afin de promouvoir le leadership des femmes et leur participation à la vie politique et à la prise de décision.



Carlos Ghosn rencontre la presse internationale à Paris

Lors d'un déjeuner avec la presse européenne et internationale à Paris, le 5 juin 2014, M. Carlos Ghosn, Président-Directeur Général de Renault, a présenté les perspectives du grand groupe français d'automobiles.

Le patron de Renault, d'origine libanaise, a annoncé que les voitures sans conducteur pourraient être commercialisées dès 2020 en Europe. Ces voitures autonomes, équipées de caméras et de radars, permettraient d'améliorer la sécurité sur les routes et de fluidifier la circulation. Il a également précisé que le conducteur pourra consacrer son temps en voiture à d'autres tâches.

Voici donc l'automobile du futur ; « Nous allons évoluer sur le modèle de l'aéronautique en adoptant les mêmes systèmes de satellites qui permettent aux avions d'éviter la collision. Une voiture sans chauffeur permet de récupérer les deux heures moyennes de temps de conduite par jour pour en faire ce qu'on veut ».

Répondant à une question de la correspondante

à Paris du magazine Al Ayam, concernant son appréciation de l'implantation de Renault au Maroc, le PDG de Renault a déclaré : « Nous sommes très satisfaits de cette implantation au sud de la Méditerranée.

Tanger est un site industriel pilote avec à la fois zéro carbone et zéro rejet liquide industriel, ce qui est conforme à notre engagement pour le respect de l'environnement. L'usine a une excellente compétitivité puisque nous arrivons déjà à 300.000 voitures par an, avec l'objectif d'atteindre 400 000.

C'est notre plus grande performance de production, et je suis très confiant pour l'avenir. J'ajoute que les personnels que nous recrutons au Maroc sont bien qualifiés et compétents.

Le Maroc présente de nombreux atouts : c'est une porte vers toute l'Afrique. Par ailleurs, le port de Tanger Med est exceptionnel, il a été conçu et étudié d'une manière très intelligente et avantageuse ».



Carlos Ghosn et Zeina el Tibi (Al Ayam)



L'usine Renault de Tanger



Le port de Tanger Med

Transformer les économies arabes au moyen de l'innovation

Un nouveau rapport intitulé «Transformer les économies arabes : La voie de la connaissance et de l'innovation», une collaboration entre la Banque mondiale, le Centre pour l'intégration en Méditerranée (CMI), la Banque européenne d'investissement (BEI) et l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture (ISESCO), montre comment une économie fondée sur l'innovation et le savoir peut contribuer à accélérer la croissance économique et à accroître la compétitivité. Le rapport, rendu public à Rabat à l'occasion d'une conférence organisée avec l'ISESCO, souligne qu'il faut investir davantage dans un modèle économique basé sur la connaissance si l'on veut relever le défi du chômage dans les pays de la région.



« Nous espérons que ce rapport aidera les pays du monde arabe à envisager un nouveau modèle de développement ayant pour moteur le savoir et l'innovation », a déclaré Inger Andersen, Vice-Présidente de la Banque mondiale pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. « Le rapport montre comment cette approche peut aider les pays arabes à diversifier leurs économies et à innover tout en créant des entreprises et des emplois. »

Investir dans les secteurs du savoir pour créer de l'emploi

Selon le nouveau rapport, l'ampleur du changement dépendra dans une large mesure de la manière dont l'économie du savoir prendra racine dans la région. Pour créer des emplois, il faut investir davantage dans les secteurs du savoir et mettre davantage l'accent sur les moyens de créer des économies compétitives, productives et viables.

« Si des pays de petite taille comme la Finlande et Singapour, de moyenne taille comme la Malaisie et la République de Corée, et de grande taille comme le Brésil, la Chine et l'Inde sont capables de tirer parti du progrès technique, les pays du monde arabe peuvent en faire autant », estime Mats Karlsson, Directeur du CMI. « Mais cela demandera de la patience et de la détermination, car il faut parfois attendre plusieurs années avant que les investissements dans le domaine du savoir ne portent leurs fruits. »

De nombreux pays arabes ont fait des progrès au cours de la dernière décennie, qu'il s'agisse de l'accès à l'éducation, des technologies de l'information et des communications (TIC) ou de la mise en place d'un environnement institutionnel plus favorable à une croissance tirée par le secteur privé. Le Maroc et la Tunisie se sont attachés à promouvoir l'innovation, notamment par la création de technopoles et zones industrielles qui ont attiré l'investissement étranger direct et développé les activités manufacturières. La Jordanie a entrepris de transformer le système éducatif, du niveau préscolaire au secondaire, en formant les compétences nécessaires de façon à préparer les jeunes pour une économie

du savoir. Le Royaume d'Arabie Saoudite a lancé un vaste programme de réforme de l'éducation et investi dans la création de nouvelles universités afin de promouvoir les sciences et technologies.

Le rapport montre qu'un modèle économique fondé sur le savoir nécessite la mise en œuvre d'importantes réformes dans différents secteurs afin de créer des conditions favorables à

l'innovation et à la croissance. Cela nécessitera l'adoption d'un train de mesures pour créer des économies plus ouvertes et plus dynamiques, former une main-d'œuvre plus qualifiée, améliorer les capacités d'innovation et de recherche, et développer les TIC et leurs applications.

Le transfert des connaissances est un autre élément important de l'économie du savoir - indispensable pour organiser, créer et diffuser les connaissances, notamment par le biais de l'investissement étranger direct et des échanges internationaux de biens et services. Selon le rapport, la gestion des connaissances est un outil essentiel pour accroître la productivité, ce qui contribue, en retour, à une croissance économique durable et plus robuste. L'étude montre également que l'intégration régionale peut être un atout pour élaborer un modèle plus solide de développement économique fondé sur le savoir dans la région MENA, en aidant à accroître les échanges commerciaux et à améliorer le fonctionnement du marché du travail.

Parallèlement à des réformes structurelles, le rapport recommande que les gouvernements de la région créent les conditions nécessaires au développement des secteurs et sites les plus susceptibles de générer des activités et emplois nouveaux. La création de pôles de croissance dynamique aiderait à donner confiance dans le nouveau modèle économique et, partant, à promouvoir l'investissement, l'activité économique, le partage du savoir et l'innovation.

Déployer des efforts stratégiques soutenus pour obtenir des résultats concrets

« La mise en œuvre d'une stratégie de développement fondée sur le savoir et l'innovation exige une vision d'ensemble, une étroite coordination au plus haut niveau de l'État et une approche participative pour mobiliser le soutien du public en faveur des réformes nécessaires », a déclaré Abdulaziz Othman Al-Twaijri, Directeur général de l'ISESCO. « Il faudra déployer des efforts stratégiques soutenus pour obtenir des résultats concrets et ancrer les nouvelles pratiques pour qu'elles s'inscrivent dans la durée. Le véritable défi, surtout pour le secteur privé, est de devenir plus compétitif et de trouver des créneaux porteurs dans l'économie mondiale. »

Selon l'un des principaux auteurs du rapport, Anuja Utz, chef d'équipe du rapport auprès du CMI, l'approche préconisée tient compte du fait que les pays de la région MENA n'ont pas tous les



mêmes problèmes et les mêmes possibilités. « Vu la diversité du monde arabe, l'étude ne recommande pas une solution toute faite », explique-t-elle. « Elle donne des exemples de bonnes pratiques dans différents pays et recommande des mesures concrètes pour guider les efforts, en laissant à chaque pays le

soin de les adapter à sa situation particulière. »

La publication du rapport «Transformer les économies arabes : La voie de la connaissance et de l'innovation» coïncide avec la Conférence internationale de haut niveau qui s'est tenue au siège de l'ISESCO, à Rabat, les 4 et 5 juin 2013. Des représentants des gouvernements, du secteur privé et de la société civile ont examiné les mesures concrètes à prendre, dans leur contexte national ainsi que dans le monde arabe et le bassin méditerranéen, pour avancer sur la voie d'une économie de la connaissance.



Qu'est que l'ISESCO?

Cette idée avait germé dans l'esprit des dirigeants, des leaders et des pionniers de la renaissance dès l'aube du réveil du monde islamique.

Ce fut également un espoir qui berça les réformateurs, les innovateurs et les partisans de l'unité, de l'intégration et de l'action planifiée au service des intérêts de la Oumma, depuis le milieu du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle. C'était aussi l'un des objectifs de la solidarité islamique, depuis l'époque où celle-ci n'était qu'un vœu pieu jusqu'à ce qu'elle ait commencé à être fortement revendiquée, sous sa forme contemporaine, dès les années 60 du siècle dernier.

Cette idée s'est donc développée, et le rêve devint enfin réalité grâce à une recommandation de la 9^{ème} conférence islamique des ministres des Affaires étrangères (Dakar, Sénégal, 24-28 avril 1978), figurant dans la résolution 9/9-Cult, dans le cadre des recommandations portant sur la 1^{ère} Conférence mondiale sur l'enseignement islamique.

D'idée en projet, et à la suite de nombreuses résolutions et déclarations, les efforts ont permis la création d'un organisme islamique international spécialisé dans les questions d'éducation, de sciences et de culture s'est développée, passant par cinq étapes à savoir : les 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème} et 11^{ème} sessions de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères, suivies par l'adoption, par la 3^{ème} Conférence islamique du Sommet, de la résolution de création de l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture, laquelle conférence a également convié les Etats membres à la soutenir et les a invité à y adhérer.

Le projet de fondation a duré en tout quatre ans (1978-1981), auxquels s'ajoute l'année précédant la tenue de la Conférence constitutive, en application de la recommandation de la 6^{ème} session de la Commission islamique pour les affaires économiques, culturelles et sociales, tenue en novembre 1980 à Jeddah, Royaume d'Arabie Saoudite.

La Conférence constitutive de l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ISESCO) s'est tenue le 3 mai 1982 à Fès, capitale scientifique du Royaume du Maroc, annonçant ainsi la création de cette Organisation et la nomination de Son Excellence Prof. Abdelhadi Boutaleb Directeur général de l'Organisation.

Francophonie

Conférence de Montréal sur la francophonie économique

Al Ayam - Paris

Dans le cadre de la 20^{ème} édition du Forum économique international des Amériques – Conférence de Montréal, qui s'est déroulée du 9 au 12 juin 2014, l'Organisation internationale de la Francophonie a tenu, mardi 10 juin 2014, une Journée de la Francophonie économique, en présence de son Administrateur, Clément Duhaime et de plusieurs personnalités dont le Premier ministre du Burkina Faso, Luc Adolphe Tiao, de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie du Québec, Christine Saint-Pierre, du Gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Tiémoko Meyliet Kone, ainsi que de plusieurs ministres, hauts cadres et experts francophones.

Les conférenciers de haut niveau qui se sont exprimés dans les différentes sessions organisées par l'OIF ont mis en valeur le potentiel économique, humain, ou encore énergétique de l'espace francophone, et ont indiqué comment, de leur point de vue, les pays francophones peuvent le réaliser ensemble. Ils ont souligné le poids

des pays francophones dans le monde et, au sein de l'espace francophone, celui de l'Afrique, devenue la seconde zone de croissance la plus forte derrière l'Asie. Ils ont insisté sur la nécessité que cette croissance soit inclusive, en s'accompagnant de progrès sociaux et de bénéfices pour tous, et ne se réalise pas au détriment de l'environnement.

De même, la culture, les jeunes et l'éducation doivent être pris en compte dans la définition des objectifs de développement durable en vue d'un nouvel agenda du développement pour l'après 2015. La formation des ressources humaines et leur mobilité au sein de l'espace francophone seront notamment, selon plusieurs intervenants, des éléments fondamentaux pour assurer une croissance durable, qui ne se fera pas non plus sans paix ni sécurité.

Le potentiel énergétique africain

Le potentiel énergétique considérable de l'Afrique a été mis en évidence ainsi que

l'importance des énergies renouvelables et de l'interconnexion des pays et régions, pour la transition énergétique et pour apporter à long terme l'énergie nécessaire à la valorisation des ressources naturelles du continent africain et à la transformation structurelle de ses économies.

Des opportunités de croissance élevée existeraient notamment dans tous les segments du sous-secteur de l'électricité (production, transport, distribution) ainsi que dans les sous-secteurs des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Le financement du secteur de l'énergie, comme celui d'autres infrastructures, devrait selon plusieurs conférenciers, s'appuyer sur des financements privés, qui ne seront au rendez-vous que si la confiance est instaurée, notamment par un cadre législatif et réglementaire incitatif, mais aussi sur la mobilisation des

ressources intérieures. Pour relever l'ensemble de ces défis, le rôle des partenariats et des réseaux, notamment des banques, centrales et commerciales, mais aussi des entreprises et des professionnels, sera crucial, afin de partager les expériences et d'identifier des solutions.

L'enjeu de la francophonie économique

Cette journée de la Francophonie économique a montré une vision partagée du potentiel, des enjeux et priorités que devraient se fixer les pays francophones dans le domaine économique. A cet égard, le XVe Sommet francophone de Dakar, les 29 et 30 novembre prochains, devrait adopter une stratégie économique pour la Francophonie.

Libérer le potentiel de la francophonie économique!

Le potentiel économique de la Francophonie était à l'honneur de la 20^{ème} édition de la Conférence de Montréal.

Et c'est devant une salle comble que les différents panélistes ont échangé, soulignant le levier commercial que peut constituer l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

À l'occasion d'un forum organisé sous le thème « La Francophonie économique : perspectives et enjeux », l'occasion était belle pour rappeler tout le poids et l'importance à accorder commercialement à l'OIF et ses 77 pays membres (57 États et gouvernements, 20 pays observateurs).

D'autant plus que l'organisation prépare activement une Stratégie économique pour la Francophonie, qui sera présentée au 15^e Sommet des chefs d'État et de gouvernement les 29 et 30 novembre à Dakar, au Sénégal.

Pour situer les échanges et mettre en perspective les propos des experts présents, rappelons quelques chiffres qui ne mentent pas. Réparti sur les cinq continents, l'espace économique francophone représente plus de 13% du Produit intérieur brut (PIB) mondial et 20% des échanges commerciaux sur la planète. Et dans cet ensemble aux multiples visages, l'Afrique occupe non seulement une place de choix, elle est aussi appelée à tirer sur ses larges épaules l'OIF dans un avenir rapproché.

D'ici 2050, le continent africain regroupera 85% des francophones de la planète, tout en comptant sur la population la plus jeune du globe et une main d'œuvre apte à travailler de 1,1 milliard d'ouvriers potentiels d'ici 2040. On le voit aisément, l'Afrique représente le futur économique de la Francophonie, et pour cause! Avec une croissance moyenne de plus de 5%

par année, le continent noir offre un formidable potentiel de développement susceptible de profiter à l'ensemble des membres de l'espace économique francophone.

Dans le cadre du forum, huit personnalités de la Francophonie étaient réunies pour livrer leur vision de cette espace économique. Les panélistes, qui avaient chacun très peu de temps pour développer vu le nombre d'invités, ont tenté de répondre à certaines questions au cœur du débat. Quelles seraient les voies à suivre pour concrétiser ce potentiel économique dans une dynamique de développement durable ? Quels sont les atouts de cet espace en pleine évolution ? Ou encore Comment s'y prendre pour offrir aux jeunes francophones des perspectives d'emploi et d'épanouissement à la hauteur de leurs attentes ?

Voici donc, en condensé, l'essentiel des explications fournies par quatre des huit panélistes et conférenciers invités.

Christine St-Pierre, ministre des Relations internationales et de la Francophonie du Québec (MRIF)

« Dans un tel contexte, tous les acteurs francophones doivent se mobiliser. Le Québec et l'Afrique partagent une naissance commune depuis les années 1960, car c'est grâce à l'Afrique si le Québec a aujourd'hui droit de parole au sein de ce regroupement. Notre province a des ententes avec 24 pays du continent dans divers domaines, du commerce à l'éducation. Entre 2005 et 2012, nos échanges bilatéraux ont doublé pour atteindre 1 milliard de dollars. L'Afrique a de nombreux besoins à combler, notamment en termes de partenaires. L'action du Québec

s'y inscrit tout naturellement car nous partageons les ambitions économiques

de la Francophonie. Pour nous, c'est synonyme de commerce et de prospérité en français. »

Clément Duhaime, administrateur, Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

« À travers un tel regroupement, nous souhaitons agir pour l'avancement du droit et de la justice, l'égalité homme-femme, la stabilité économique et la bonne gouvernance. Mais cet espace francophone, c'est également un engagement pour une solidarité économique, une concertation pour offrir des outils qui nous aideront à faire entendre notre voix à l'international et supporter nos membres. Nous avons jusqu'ici accompagné 23 pays africains dans leur développement, ainsi que dans la formulation et la mise en œuvre de leur politique économique. Devant la crise qui questionne nos orientations économiques, nous devons mettre l'accent sur le développement social et inclusif. La Francophonie nous offre pour ce faire de nombreux atouts : un langage commun et partagée, de formidables richesses naturelles, des capacités de recherche et de développement ainsi que la volonté politique pour y parvenir. Notre force réside avant tout dans la diversité. »

Amadou Ba, ministre de l'Économie et des Finances du Sénégal

« Le Sénégal se retrouve dans un espace économique où la croissance est soutenue, autours de 6% annuellement. Suivant notre



stratégie nationale de développement économique et social, nous visons l'émergence à l'horizon 2035. Mais une croissance saine ne s'obtient pas tout seul, d'où l'importance de nos relations avec nos partenaires. Parmi les réflexions que nous devons avoir, il faut penser à une stratégie comportant une vision à moyen et long terme; mettre de l'avance une croissance inclusive; mettre l'accent sur des politiques de création d'emplois; accélérer les progrès en matière de productivité; assurer un suivi et une évaluation de nos pratiques; mettre en place un mécanisme de soutien financier et d'encadrement; et finalement se munir d'une stratégie évolutive qui tienne compte des disparités de tous. »

Anne Gaboury, présidente directrice-générale de Développement international Desjardins (DID)

« Nous croyons que c'est par la multiplication des partenariats et alliances d'affaires que nous parviendrons à développer la francophonie économique. Dans cette logique, l'espace francophone représente le potentiel, alors que la francophonie économique fait office de résultat. Ces alliances doivent s'appuyer sur des économies locales fortes et il faut inclure cette donnée dans le développement de l'Afrique. La bancarisation des populations est un autre vecteur important de développement économique. En termes clairs, la Francophonie économique existe, elle ne demande qu'à grandir ! »

afriqueexpansion.com

توقعات بنمو الاقتصاد العربي 5 % العام الحالي



وشهدت المديونية الخارجية الاجمالية للدول العربية بحسب الدراسة ارتفاعا من 585 مليار دولار كمتوسط للفترة بين عامي 2000 و 2009 إلى 780.6 مليار دولار العام الماضي، مع توقعات بارتفاعها إلى 798 مليار دولار العام الحالي.

وجود 12 دولة عربية ضمن الحدود الآمنة للمديونية الخارجية

ووفقا للمعايير الدولية تشير البيانات إلى وجود 12 دولة عربية ضمن الحدود الآمنة للمديونية الخارجية، حيث لا تتجاوز فيها نسبة الديون من الناتج المحلي الاجمالي عن حاجز 48 % لعام 2013، في حين توجد 3 دول عربية تتراوح فيها النسبة بين 49.5 % إلى 90 % و 3 دول تزيد فيها النسبة على 100 % من الناتج المحلي الإجمالي. وقفزت الاحتياطيات الدولية من العملات الاجنبية في الدول العربية من متوسط سنوي بلغ 730 مليار دولار خلال الفترة ما بين عامي 2000 و 2009 إلى 1374 مليار دولار عام 2013، مع توقعات بمواصلة الارتفاع إلى 1482 مليار دولار العام الحالي فيما ارتفعت قيمة الاحتياطيات الدولية في 13 دولة عربية خلال العام 2013 مقارنة بالعام السابق، بينما تراجع في 4 دول، واستقرت في دولة واحدة.

وتشير التوقعات إلى ان المتوسط المرجح لمعدل التضخم في الدول العربية سيرتفع الى 5.9 % عام 2014، فيما ظلت معدلات التضخم عند حدود مقبولة لمعظم الدول العربية مع توقعات باستمرارها تحت مستوى 5 % لـ 14 دولة عربية عام 2014 ويزيد المتوسط العربي للتضخم بشكل كبير عن المعدل العالمي، إلا انه قريب من معدل التضخم في الدول النامية منذ عام 2005 وحتى عام 2013.

وبينت الدراسة ان معظم موازنات الدول العربية تعاني من عجز مزمن، حيث حققت موازنات دول الخليج خلال عام 2013 «فيما عدا البحرين»، فوائض مالية مقابل عجز في موازنات بقية بلدان المنطقة، ما يؤكد تأثير الإيرادات النفطية.

الصادرات السلعية والخدمية العربية

وفيما يخص الميزان التجاري العربي فقد قفزت الصادرات السلعية والخدمية العربية من متوسط سنوي يبلغ 479 مليار دولار خلال الفترة بين عامي 2000 و 2009 إلى 1514 مليار دولار عام 2012، ثم تراجعت إلى 1499 مليار دولار العام الماضي، مع توقعات بمعاودة ارتفاعها إلى 1547 مليار دولار العام الحالي.

وارتفعت حصة الصادرات العربية من الاحتياطي العالمي من 4.3 % خلال الفترة بين عامي 2000 و 2009 إلى 6.5 بالمئة العام الماضي، مع توقعات بتراجعها إلى 6.3 % العام الحالي. كما ارتفعت الواردات السلعية والخدمية العربية من متوسط سنوي يبلغ 348 مليار دولار إلى 1130 مليار دولار العام الماضي، مع توقعات بمواصلة ارتفاعها إلى 1193 مليار دولار العام الحالي. وارتفعت حصة الواردات العربية من الاجمالي العالمي من 3.2 % إلى 5 % خلال نفس الفترة. وحقق الميزان التجاري لعام 2013 فائضا في 8 دول عربية هي دول مجلس التعاون الخليجي والجزائر والعراق، مقابل عجز في باقي الدول.

توقعت دراسة تحليلية للاقتصادات العربية اجرتها مؤسسة ضمان الاستثمار الاقليمية العربية في الكويت، تحت عنوان (أفاق الاقتصادات العربية لعام 2014)، ان تشهد الاقتصادات العربية نموا بنسبة 5 % العام الحالي.

واظهرت الدراسة ان النشاط الاقتصادي في المنطقة العربية شهد تراجعا بشكل عام خلال العام الماضي، حيث انخفض معدل نمو الناتج المحلي العربي إلى 3.4 % مقارنة بـ 9.3 عام 2012 ومقارنة مع معدل النمو الذي تحقق في مجموعة اقتصادات الدول الناشئة والنامية والذي بلغ 4.5 %.

وبينت ان عدد السكان في الدول العربية ارتفع من 316.5 مليون نسمة كمتوسط للفترة ما بين عامي 2005 و 2009 إلى 332.4 مليون عام 2013، مع توقعات بمواصلة الزيادة إلى 339.5 مليون نسمة العام الحالي، مع ملاحظة وجود تركيز سكاني في سبع دول هي مصر والجزائر والعراق والسودان والمغرب والسعودية واليمن، التي استحوذت بمجموعها على 84.4 % من الاجمالي للعام الماضي.

ويمثل عدد السكان في الدول العربية نحو 7 % من إجمالي عدد السكان في العالم الذي بلغ نحو 7 مليارات نسمة في نهاية عام 2013.

وفيما يخص دخل المواطن العربي فقد اظهرت الدراسة نموا بالمعدل من 5 آلاف دولار سنويا للفترة ما بين عامي 2005 و 2009 إلى 8.2 آلاف دولار عام 2013، مع وجود تباين كبير في هذا المجال بين الدول العربية مع بعضها البعض والتي صنفها الدراسة إلى اربع شرائح.

واوضحت الدراسة ان المتوسط المرجح لمعدل التضخم في الدول العربية (المتوسط السنوي) شهد تراجعا بشكل عام من 6.9 % في المتوسط خلال الفترة بين عامي 2005 و 2009 إلى 5.7 % عام 2013 وذلك بعد أن بلغ ادنى مستوياته خلال عام 2010 حيث بلغ 4.5 %.

القطاع المصرفي العربي الأكثر جاهزية للنمو الاقتصادي في 2014

الماضي، مضيفا إن قوة القطاع المصرفي تبرز من خلال الدور المحوري الذي يلعبه في تنمية الاقتصاد العربي، بتمويله قطاع الأعمال والتجارة والاستثمار، بالإضافة إلى توفير التمويل اللازم للأفراد لتلبية الاحتياجات المختلفة، وهو يضم أكثر من 430 مؤسسة مصرفية تدير أموالا قاربت ثلاثة تريليونات دولار كأصول، بينما قاربت حقوق الملكية الـ 300 مليار دولار.

نمو في صافي الأرباح خلال العام الحالي قد يصل إلى 40 مليار دولار

وتوقع فتوح أن تحقق المصارف العربية نموا في صافي الأرباح خلال العام الحالي قد يصل إلى 40 مليار دولار، مع توقع نمو أرباح بنسبة 10% للمصارف العربية عموما، ونسبة 15% للمصارف الخليجية.

وقال إن هناك أموالا خارجية تدعم أداء المصارف العربية، فالمصارف اللبنانية لديها ودائع تقدر بحوالي 140 مليار دولار من الودائع التي تأتي من اللبنانيين الموجودين خارج العالم العربي، وهذا دليل على ثقتهم بالقطاع المصرفي اللبناني.



400 مليار دولار جراء الأزمة العالمية في 2008، إلا أن المصارف العربية استطاعت تجاوز التداعيات السلبية الناتجة عن هذه الأزمة التي أدت إلى تباطؤ معدلات النمو الاقتصادي العالمي وتفاهم أزمة الديون السيادية الأوروبية، وحققت معدلات نمو وأداء جيدة بلغت 8%.

قوة القطاع المصرفي تبرز من خلال الدور المحوري الذي يلعبه في تنمية الاقتصاد العربي

كما ارتفعت الودائع من 5.1 إلى 7.1 تريليون دولار نهاية العام

صرح وسام فتوح الأمين العام لاتحاد المصارف العربية، بأن القطاع المصرفي العربي يعد الأكثر جاهزية وحيوية في الاقتصادات العربية، ويكون منظومة قوية مستقرة ومتماسكة لديها القدرة على مواكبة التطورات الدولية والتغيرات والتحول الإقليمي.

وتوقع فتوح -في تصريحات صحفية- أن تحقق المصارف العربية نموا في صافي الأرباح قد يصل إلى 40 مليار دولار، مع توقع نمو أرباح بنسبة 10% للمصارف العربية عموماً، ونسبة 15% للمصارف الخليجية.

3 تريليون دولار عام 2013

وأضاف فتوح ان إجمالي موجودات المصارف العربية ارتفع من 2.6 تريليون دولار عام 2012، إلى 3 تريليون دولار عام 2013، كما ارتفعت نسب نمو الأرباح لتصل إلى ما يقارب الـ 20% خلال العام الماضي، وذلك على الرغم من الاضطرابات السياسية والأمنية في مناطق عدة بالمنطقة، إلا أن وضع المصارف يعتبر جيد جدا. وأوضح أنه على الرغم من خسائر الدول العربية التي قدرت بنحو



نتائج مؤشر سلطة النقد الفلسطينية

الشهر، بارتفاعه من 12.1- نقطة خلال شهر أيار إلى نحو 8.9- نقطة خلال الشهر الحالي، متأثراً بشكل أساسي بالتحسن الذي طرأ على مؤشر قطاع الأغذية، الذي يشغل نحو ثلث الأيدي العاملة في الصناعة، من نحو 3.4- إلى 0.0، إضافة إلى تحسن مؤشر قطاع صناعة الأثاث، وصناعة البلاستيك، خلال فترة المقارنة. وبالرغم من استمرار الأوضاع الاقتصادية والسياسية والأمنية المتدهورة في القطاع، جراء التوترات السياسية مع الجانب المصري، واستمرار الحصار وإغلاق المعابر، إلا أن الأصداء الإيجابية لاتفاق المصالحة قد نجحت في التخفيف من التدهور المستمر في قيمة المؤشر منذ بداية العام. غير أن ذلك لم يكن كافياً من جهة أخرى لرفع مستوى التفاؤل حول المستقبل بين أوساط المؤسسات الصناعية، إذ ظل التشاؤم سيد الموقف. كما تجدر الإشارة أن التأثير الإيجابي لاتفاق المصالحة قد بدأ أكثر وضوحاً في الضفة الغربية منه في قطاع غزة (على صعيد مؤشر الفترة الحالية، ومؤشر التوقعات المستقبلية)، وقد يعود ذلك في جزء منه إلى مستوى ثقة الغزيين في قدرة المصالحة على التخفيف من أعباء الحصار والإغلاق الذي يعاني منه القطاع منذ سنوات، ناهيك عن أن مثل هذه المصالحة قد تزيد من وتيرة الإجراءات الإسرائيلية تجاه القطاع المحاصر. من الجدير بالذكر أن القيمة القصوى لمؤشر سلطة النقد لدورة الأعمال تبلغ موجب 100 نقطة، فيما تبلغ القيمة الدنيا سالب 100 نقطة. وتشير القيمة الموجبة للمؤشر أن الأوضاع الاقتصادية جيدة، وكلما اقتربت القيمة من الرقم 100، كان ذلك مؤشراً على تحسن الوضع الاقتصادي العام. وبالعكس فيما يخص القيم السالبة، فهي تدل على أن الأوضاع الاقتصادية سيئة، وتزداد سوءاً كلما اقتربت من سالب 100. أما اقتراب قيمة المؤشر من الصفر فهو يدل على أن الأوضاع على حالها، وأنها ليست بصدد التغير في المستقبل القريب.

أصدرت سلطة النقد الفلسطينية نتائج مؤشرها لدورة الأعمال لشهر حزيران 2014. والرقم مؤشر شهري يُعنى برصد تذبذبات النشاط الاقتصادي الفلسطيني من خلال مراقبة أداء النشاط الصناعي، وبشكل خاص التذبذبات في مستويات الإنتاج والتوظيف وانعكاسات ذلك على الاقتصاد ككل. ويتم احتساب هذا المؤشر عن طريق استقصاء آراء عينة ممثلة من أصحاب المنشآت الصناعية في فلسطين حول مجموعة من المتغيرات سابقة الذكر خلال فترة زمنية معينة، وتوقعاتهم للأشهر المقبلة، من ثم يتم معالجة البيانات لإنتاج مؤشر كمي. وتشير نتائج هذا المؤشر إلى تحسن دورة الأعمال في الاقتصاد الفلسطيني خلال شهر حزيران، لتصل قيمة المؤشر إلى 9.5 نقطة، مرتفعاً من 4.3- نقطة خلال أيار الماضي، جراء تحسن قيمة المؤشر في الضفة الغربية بشكل خاص، إلى جانب تحسنه نسبياً في قطاع غزة بالمقارنة مع الشهر الماضي، ومع الشهر المناظر من العام الماضي.

فعلى مستوى الضفة الغربية ارتفعت قيمة مؤشر دورة الأعمال من 3.4- نقطة في شهر أيار إلى نحو 16.3 نقطة خلال الشهر الحالي، جراء تحسن أداء جميع القطاعات. وكان لتحسن مؤشر قطاع الأغذية وصناعة النسيج الأثر الأكبر، حيث ارتفع مؤشر قطاع الأغذية من 1.4- نقطة إلى نحو 2.1 نقطة، كما ارتفع مؤشر صناعة النسيج من 0.6- نقطة إلى 3.2 نقطة خلال فترة المقارنة. يأتي هذا التحسن على إثر الإعلان عن توقيع اتفاق المصالحة الفلسطينية بداية الشهر الحالي، بعد مضي نحو سبع سنوات على الإنقسام الداخلي بين الضفة الغربية وقطاع غزة. ويبدو أن التأثيرات الإيجابية لاتفاق المصالحة قد انعكست أيضاً على مستوى التفاؤل بين أوساط المؤسسات الصناعية، إذ تشير البيانات إلى ارتفاعها بشكل كبير خلال الشهر الحالي مقارنة بالشهرين السابق والمناظر من العام الماضي. وفي قطاع غزة، أبدى مؤشر دورة الأعمال تحسناً نسبياً خلال هذا

10% من المشاركين في القوى العاملة في فلسطين، وهنا أتساءل أين دور إتحاد الصناعات الفلسطينية من المبادرة و أين الذين ينادون بدعم و حماية المنتج الوطني وتعزيز قدرته التنافسية والتصديرية، و تم إعطاء الأولوية لخمسة قطاعات كأركان أساسية لخطة عمل القطاع الخاص وهي: الزراعة، تكنولوجيا المعلومات والمشاريع الرقمية، السياحة، البناء والطاقة. بينما استهدفت خطة كيري الاقتصادية القطاعات الاقتصادية الفلسطينية الإستراتيجية و الحيوية وهي ثمان قطاعات (المياه، الطاقة، السياحة، الاتصالات وتكنولوجيا المعلومات، الزراعة، الصناعات الخفيفة، المقاولات و البناء، مواد البناء).

وبالرغم من اختيار مبادرة القطاع الخاص لقطاع الزراعة إلا أنها لم تذكر أي شئ فيما يتعلق بالمياه و التي تعتبر أساس الزراعة، كما أنها أحد أهم و أخطر المشاكل التي تواجهها في فلسطين نتيجة استيلاء وسيطرة إسرائيل على مصادرها. أما في قطاع البناء و التشييد تم اقتراح إنشاء اتحاد البناء للقطاع الخاص وهنا أتساءل حول جدوى هذا الاتحاد و أهدافه في ظل وجود إتحاد المقاولين الفلسطينيين الذي يمثل كافة شركات المقاولات و الإنشاءات بمختلف تخصصاتها وتصنيفاتها في فلسطين. و أصبحت الخطط الاقتصادية و المبادرات على طريقة التسوق شكل بأيدك حيث أنه تم طرح ما يزيد عن أربع خطط اقتصادية خلال السنوات الاخيرة، استهلكت أموالاً و مجهوداً ولم يطبق منها شيء على أرض الواقع و بقت حبر على ورق لأن جميعها كان مرهون بالتطورات السياسية مع الجانب الاسرائيلي.

مبادرة القطاع الخاص الفلسطيني للاستثمار تجربة رائدة في تنمية الاقتصاد الوطني

الدكتور ماهر تيسير الطباع / خبير ومحلل اقتصادي

عدد العاطلين عن العمل 328 ألف شخص في فلسطين خلال الربع الأول لعام 2014 ، منهم حوالي 147,800 ألف في الضفة الغربية وحوالي 180,200 ألف في قطاع غزة ، و ما يزال التفاوت كبيراً في معدل البطالة بين الضفة الغربية وقطاع غزة حيث بلغ المعدل 40.8% في قطاع غزة مقابل 18.2% في الضفة الغربية ، وسجلت الفئة العمرية 20-24 سنة أعلى معدلات للبطالة حيث بلغت 43 % في الربع الأول لعام 2014 ، وأصبحت تلك المعدلات و النسب تتناقض مع ما بنيت عليه المبادرات و الخطط الاقتصادية.

القطاعات الاقتصادية

تجاهلت مبادرة القطاع الخاص الصناعي وكأنه لا يمت بصلة للقطاع الخاص على الرغم من أن القطاع الصناعي يشكل 12% من إجمالي الناتج المحلي ويشغل ما نسبته



غزة 38.5% وبلغ عدد العاطلين عن العمل 159,600 شخص. و ارتفعت معدلات البطالة في فلسطين وصلت إلى 26.2% حيث بلغ

كان الله في عون الاقتصاد الفلسطيني ، الجميع يعكف على وضع الحلول و الخطط و المبادرات والدراسات من جهة و آخرون ينادون بالمؤتمرات الاستثمارية من جهة أخرى ويبقى الحال على ما هو عليه دون أي تقدم أو إنجاز بل بالعكس نعود للخلف ، حيث أن الاقتصاد الفلسطيني في أسوأ حالاته، انكماش في معدلات النمو ، تراكم الديون ، عجز في الموازنات، ارتفاع في معدلات البطالة و الفقر نتيجة لانخفاض الإنتاجية في كافة الأنشطة الاقتصادية ، غلاء في المعيشة غير مسبوق. و حيث أنه و بعد خطة كبرى الاقتصادية السحرية، و مبادرة اللجنة الرباعية ، نشرت صحيفة الحدث الفلسطيني في عددها الصادر بتاريخ 27/5/2014 ما يسمى بمبادرة القطاع الخاص الفلسطيني للاستثمار و النمو و التوظيف ، وقبل الخوض في قراءة وتحليل ما جاء في تلك المبادرة هناك العديد من التساؤلات التي تتطلب إجابات واضحة من المسؤولين عن تلك المبادرة و أهمها

من الذي أعد تلك المبادرة بمساعدة مؤسسة بورتلاند ترست ومن هي تلك المؤسسة وما هي أهدافها ومن هي اللجنة التنسيقية المذكورة في المبادرة؟

هل تم عقد أي اجتماعات أو ورش عمل للقطاع الخاص الفلسطيني على مستوى محافظات الوطن للخروج بتلك المبادرة و تسميتها مبادرة القطاع الخاص؟

أين دور القطاع الخاص في محافظات غزة من تلك المبادرة؟ أم أن القطاع الخاص يقتصر فقط على الضفة الغربية؟

حسب ما تم ذكره في المبادرة بأنه تم تحديد أكثر من 50 مشروعاً عبر القطاعات الخمسة المختارة كمشاريع محفزة للنمو، من الذي حدد هذه المشاريع وبناء على أي معايير تم تحديدها و ما نصيب قطاع غزة من تلك المشاريع ؟

للأسف الشديد و بعد قراءة عميقة في المبادرة تجد العديد من التناقضات بين خطة كبرى الاقتصادية و المبادرة وهذا يدل على عدم التنسيق حتى في إعداد المبادرات و الخطط الورقية و سوف أتناول بعض التناقضات الهامة بين خطة كبرى الاقتصادية وبين مبادرة القطاع الخاص الفلسطيني للاستثمار و النمو و التوظيف.

معدلات البطالة

من أهم التحديدات التي ذكرت في المبادرة نسبة البطالة و التي بلغت في عام 2012 حين إعداد المبادرة ما يقارب 23% و حسب المبادرة ستكون هنالك حاجة لخلق 1,000,000 وظيفة جديدة للتقليل من نسبة البطالة، والوصول بها إلى 10% بحلول عام 2030 أي بعد 16 عام. و تحدثت خطة كبرى عن خفض معدلات البطالة للوصول إلى 8% عن طريق خلق أكثر من 330 ألف فرصة عمل خلال ثلاث سنوات ، علماً بأن عدد العاطلين عن العمل 301,200 شخص في الربع الرابع لعام 2013 ومعدل البطالة في فلسطين 25.2% ، حيث بلغ معدل البطالة في الضفة الغربية 18.2% وبلغ عدد العاطلين عن العمل 141,600 شخص ، وفي قطاع

ذاتها تقريباً مع انطلاق فكرة السوق الأوروبية المشتركة التي تحولت منذ عقدين باتجاه الوحدة الأوروبية. ويؤكد أنه «علينا أن نعترف، لا سيما بعدما كشفت حركات التغيير، أن الأنظمة العسكرية والأمنية العربية، وعلى مدى أكثر من أربعين عاماً، شكلت انتكاسة كبرى للدولة الوطنية في العالم العربي، لجهة إغفال مبدأ احترام الحريات وعدم السعي الحثيث والكافي لتحقيق التنمية، وعدم المثابرة على صون المصالح القومية

الحفاظ على التنوع

يرى السنيورة أنه إذا كان شعار الوحدة العربية قد شغل التقدميين العرب طوال القرن العشرين، فإن التكامل العربي يجب أن يكون في القرن الحادي والعشرين الهدف الذي نتطلع إليه باعتباره المسار الواقعي الطموح بعد كل النكسات وتجارب الفشل. فوحده المواطن الحر في النظام الديمقراطي القائم على الحرية والعدالة واحترام الكرامة الإنسانية، كما يؤكد السنيورة، هو الضمانة. وعلى ذلك لن يستطيع العرب التقدم إلى الأمام من دون اعتماد الديمقراطية نظاماً واحترام حقوق الإنسان قيماً، واعتماد مبدأ التداول السلمي للسلطة دستورياً وقانونياً ومنهجياً. بهذه الأدوات وحدها يمكن أن نخط طريقنا نحو التقدم ونحو التكامل على قاعدة رفض العودة إلى تجربة الأنظمة الاستبدادية، ورفض السماح بسيطرة التطرف والتعصب وفكرة إلغاء الآخر من جهة أولى، وفهم واستيعاب فكرة إعلاء شأن المصالح الاقتصادية المشتركة من جهة ثانية، وذلك بما يعود بالخير على مجتمعاتنا العربية وبما يسهم في تعزيز مستوى عيشها ونوعية هذا العيش. (السفير)

بعض بلدان الربيع العربي من مأس وإشكالات ما هي إلا من جهة أولى رد فعل أهل الخريف العربي على أهل الربيع العربي، وإمعانهم في استعمال العنف من جهة أولى، ومراهقة أهل الربيع العربي، وعدم نضجهم وتشردهم من جهة ثانية، واستسلامنا لفتن من يضمرون الشر لنا ولأمتنا ويمعنون في تمزيق الصف العربي وتفريخ منظمات لا هم لها إلا إلهاب الاقتتال الداخلي من جهة ثالثة. ذلك ما أوقع بعض بلداننا العربية في هذا الجحيم المستمر حتى الآن.

المشكلات الكبرى

مع أن التقرير قد وضع وصاغ تصورات وخططاً واقتراحات جريئة ومتقدمة لتنفيذ واستكمال خطوات التكامل العربي في أوجه عديدة ومتنوعة، لكنه إلى ذلك كشف المشكلات الكبرى التي تعيق نجاح التكامل، وسلط الأضواء على مسببات الفشل الداخلي والخارجي الإقليمي والدولي. ويرى السنيورة أن مصير أمتنا أصبح معلقاً على قدرتنا في إدراك المنافع التي ستعود على أجيالنا القادمة من خلال التعاون والتشابك والمصالح المشتركة. وبالتالي في نجاحنا في العودة لإطلاق طاقاتنا بطريقة فعالة ومتناغمة ومنتجة، وفي استعمال مواردها على نحو ما هو مفيد لأمتنا ومختلف شعوبنا العربية.

لم تكن تجارب الوحدة التي سعينا إليها مبنية في الأساس على مراكمة وتعظيم شأن المصالح الاقتصادية المشتركة، التي كانت في أساس نجاح تجربة الوحدة الأوروبية بعد عقود بل قرون من الحروب والنزاعات بين بلدانها المختلفة. والمفارقة الغربية، وفق السنيورة، أن التجارب الوحدوية العربية انطلقت في الفترة

وإذ يعتبر أن التقرير مرجع من مراجع التأسيس لنهضة عربية حديثة ومستنيرة مع مطلع القرن الحادي والعشرين، يلحظ أن التقرير يشير إلى مجموعة المرتكزات بوصفها معطيات للانطلاق منها في التعاطي مع المواضيع المتصلة بها. ويرى أن «تراكم الفشل العربي على أكثر من مستوى، أدى بنا إلى اليأس والإحباط، وبالتالي إلى التقاعس والتواكل والاستسلام للتعرض للعدوان من المتطرفين، ومن الجوار الإقليمي. كذلك فقد قادنا إلى التشرذم والتناحر والوقوع في براثن الفتنة الطائفية والمذهبية. لقد تناسينا أن الفرادة والمبادرة لا تزال موجودة، وأن ما يجمع العرب أكبر بكثير مما يفترقون عليه، وأن النجاح ما زال ممكناً، وأن الريادة العربية ممكنة التحقق.

المشتركات الثقافية

أما على مستوى التكامل الثقافي، فيلاحظ السنيورة أن «التقرير لا يفوته أن يقول وبشجاعة إن المشتركات الثقافية العربية تركت تأثيرها وفعلها ولعبت دورها في تأطير وتجميع الثقافة العربية الواحدة. ومن ذلك وعلى سبيل المثال لا الحصر التأثير الكبير لتراث المطربة أم كلثوم، وما تركته في ضمير العرب، وكيف لعبت دوراً هي والسيدة فيروز، وغيرهما كثير، في الفن والأدب والشعر وذلك في التأطير والتقريب بين العرب ثقافياً وحضارياً». ويلفت الانتباه إلى أن التقرير قد وضع إصبعه على نبض الأحداث المهمة والكبيرة التي شهدناها ويشهدها العالم العربي، أي أحداث الربيع العربي التي انطلقت من تونس لتنتشر في أغلب أرجاء الوطن العربي، وترفع شعار: «الشعب يريد»، وتطالب بالحرية والعدالة والكرامة. لقد كان التقرير واقعياً في هذا الإدراك والتفهم، وفي أن ما تشهده

التكامل الاقتصادي العربي ليس ترفاً بل حاجة مصيرية «الإسكوا» تطلق تقريرها الأول بعد تحليل واقعي جديد



لفكرته، أدخل الشك إلى قلوب البعض حول جدوى هذا المشروع.»

ولا تغيب عن كلمتها الإشارة إلى أن مشكلات المنطقة تتعاضد باستباحة خارجية تتجلى في أشع صورها من الاحتلال الأجنبي المباشر؛ فاحتلال إسرائيل لفلسطين هو الاحتلال الأطول والوحيد المتبقي في العصر الحديث، واصفة إصرار إسرائيل على الاعتراف بها دولة لليهود، بأنه إحياء مرعب لمفهوم النقاء الديني والعرقى للدول.

قلق إسرائيل

يتوجه السنيرة في مستهل كلمته، إلى الحاضرين قائلاً «لقد أصبحنا ندرك بسبب ممارسات العدو الإسرائيلي المتكررة أنه عندما تقلق إسرائيل من قضية ما، وعلى وجه الخصوص من هذا التقرير، فهذا يعني أن هذا الأمر بالغ الجدية والرصانة، وأنه حتماً يصب في مصلحة ومستقبل هذه الأمة، ومستقبل أجيالها المقبلة». ويدعو إلى تحويل هذا التقرير وتوصياته من نظريات وتقديرات ودراسات إلى وقائع ومعطيات وبرامج وخطوات قابلة للتنفيذ، لرفع شأن التقدم العربي الذي يحتاج وفي هذه الظروف بالذات، إلى جهود مخلصية وجبارة تتكاتف فيها سواعد كثيرة وطاقات كبيرة على مسارات المستقبل الواعد.

عن أعداد القتلى في سوريا والنازحين في بلدهم وخارج بلدهم والوضع المماثل في العراق ومصر وغيرها من الدول العربية. كما لا ينسى التقرير الإشارة إلى أنه وبعد عقود من التنمية، لم تنجح المنطقة العربية في تنويع اقتصاداتها، ولا في بناء اقتصادات المعرفة، وهي اليوم أقل تصنيعاً مما كانت عليه في ستينيات القرن الماضي، ولا يتجاوز نصيبها من النشر العلمي في العالم واحداً في المئة. وفيما يؤكد المشاركون في حفل إطلاق التقرير أن «طريق التكامل الاقتصادي العربي ليست ترفاً، ولم تعد مسألة اختيارية بل باتت حاجة ملحة ومصيرية على المستوى العربي»، فإن التقرير نفسه، يؤكد على هذه المسألة، عبر تناوله التكامل العربي الواقع بإنجازاته وإخفاقاته ومشكلاته المزمنة والطارئة. ففي حضور الرئيس فؤاد السنيرة، والنائبة بهية الحريري، وممثلة «الاتحاد الأوروبي في لبنان» انجيلينا ايخهورست، ومهتمون، تعرض الباحثة في «معهد كارنيغي» مهي يحيى دور المعهد في تشجيع الحوار حول القضايا السياسية والاجتماعية ومناقشة التحولات الكبرى التي تشهدها المنطقة العربية.

ثلاثة أركان

قبل أن يشرح مدير «إدارة التنمية الاقتصادية والعولمة في الإسكوا» د. عبد الله الدردي مضمون التقرير، وأبرز بنوده، توضح وكيلة الأمين العام للأمم المتحدة والأمينة التنفيذية للإسكوا ريماء خلف أن استراتيجية التقرير تعتمد على ثلاثة أركان؛ أولها التعاون السياسي العربي في دعم إقامة الحكم الديموقراطي الصالح، وثانيها تعميق التكامل الاقتصادي العربي وصولاً إلى وحدة اقتصادية عربية، أما الركن الثالث فهو في الإصلاح الثقافي والتربوي الذي يعيد إحياء ثقافة الإبداع، ويحرر الفكر من نزعات الانغلاق والتطرف والتبعية. تؤكد خلف أن «التكامل العربي حلم سكن الوجدان العربي، لكن ضعف الانجاز على صعيد التكامل الرسمي ومقاومة بعض المصالح الخاصة

يخال المرء وهو يقرأ عنوان «التكامل العربي» أن المسألة لا تعدو كونها مزحة، أو شطحة من شطحات كاتب حالم، خصوصاً أن لا دلالة أو إشارة توحي بأن هناك من يسعى إلى تحقيق هذا التكامل على أرض الواقع، من المحيط إلى الخليج.

فلم التكامل الذي كاد أن ينضج في خمسينيات القرن الماضي، تلاشى وتبدد، ونما في المقابل، عكسه تماماً؛ فتعمق التشرذم والانفصال، وتفتشت المؤامرات والدسائس. لكن، وعلى الرغم من هذه الواقعية السوداوية، ثمة من يصبر على الحلم، ويرى في هذا السواد الذي يشتد حلقة، بارقة أمل. من هنا يأتي تقرير «لجنة الأمم المتحدة الاقتصادية والاجتماعية لغرب آسيا» (الاسكوا)، عن «التكامل العربي: سبيل لنهضة إنسانية»، الذي أطلقه «معهد كارنيغي للشرق الأوسط» في احتفال أقيم في فندق فينيسيا

رؤية استراتيجية

يتضمن التقرير وهو الأول الذي تعده اللجنة، تحليلاً واقعياً جديداً للتكامل العربي، وتقديم رؤية استراتيجية لتكريس هذا التكامل. فما يبينه مثلاً، بعد التحليل العلمي الدقيق، أن إجراءات بسيطة كتخفيض كلفة النقل، وزيادة حجم العمالة المتبادلة بين الدول العربية، ترفع الناتج العربي أكثر من 750 مليار دولار في غضون سنوات قليلة، وتوفر أكثر من ستة ملايين فرصة عمل جديدة.

ويلحظ في المقابل، أن خمس العرب تحت خط الفقر، وثلثهم يعانون من الأمية، وأن الشباب العربي يعاني من أعلى معدلات البطالة، والنساء من أقل نسبة مشاركة اقتصادية، وأن سوء التغذية ينتشر بين خمسين مليون مواطن عربي، وأن عدد الأطفال المهددين بالموت جوعاً في اليمن وحده، يبلغون أكثر من نصف مليون طفل، وأكثر من مليون طفل في الصومال، ناهيك

الأيام

AL AYAM
الاقتصادية
(تأسست في لبنان سنة 1966)

العدد - ٧٧

تاريخ الاصدار: ٣٠ حزيران
٢٠١٤

مدير الادارة : خالد وفيق الطيبي
رئيس التحرير : مروان وليد الطيبي
مدير التحرير : عبد معروف
المدير المسؤول : فوزي صولي
ترجمة : وجيه بعيني
مدير العلاقات العامة : ماهر عياش
٠٣/٦٦٥٢٩٥

مكتب بيروت : شارع مار الياس
سنتر دكا - ٧ط

هاتف: ٠١/٧٠٥٣١٣
فاكس: ٠١/٧٠٥٣١١

مكتب باريس
زينة الطيبي

Bureau de Paris
Zeina El Tibi
14, Avenue d'Eylau
75016 - Paris (France)
Tel : +33 (0)1 77 72 64 29
e-mail: al_ayam_1966@hotmail.com

الاشتراك السنوي
داخل لبنان:

الافراد: ١٥٠,٠٠٠ ل.ل
المؤسسات: ٢٥٠,٠٠٠ ل.ل
خارج لبنان:
٣٠٠,٠٠٠ ل.ل

مخاطر الوضع الاقتصادي في لبنان على إيقاع الانفجارات المتنقلة

الأيام - عبد معروف

تتمة الصفحة ١

لا شك بأن الوضع السياسي والأمني الحالي، أفقد المستثمر اللبناني والأجنبي الرغبة والحماسة للاستثمار في لبنان، لما لهذا الوضع من وزن في التنبؤ بالوضع السيئ الذي آلت إليه الأوضاع الأمنية والسياسية والمعروف عنها أنها تلعب الدور الأساسي في الثبات الاقتصادي في لبنان، كما وكان للتفجيرات المتنقلة كما والإعتداء على الجيش آثار سلبية ضربت صميم الماكينة الاقتصادية حيث بدأت العوارض بالظهور في القطاع السياحي لتمتد بعدها إلى القطاع العقاري والإستثمارات والتجارة وغيرها. وزادت التعقيدات مع النزوح السوري الكثيف وتفاقم الأزمة السورية والتي بحسب البنك الدولي تكلف لبنان أكثر من 3% من نمو حقيقي في كل سنة تستمر فيها الأزمة على نفس الوتيرة.

ولعبت أزمة سلسلة الرتب والرواتب دوراً سلبياً في الاقتصاد مما أكل النمو وأصبح معه النمو الحقيقي يلامس الصفر. كما أن الهدر والفساد المتفشى في دوائر الدولة ساعد مع وضع إقتصادي متردّد، في زيادة العجز في الميزانية العامة التي تُعاني أصلاً عجزاً مزمناً منذ عقود. ولم تستطع الحكومات المتعاقبة، وضع ميزانيات عامة مما سمح لها بالصرف على أساس قاعدة الإثني عشرية التي لم تحترم سقفها أي من هذه الحكومات.

من الطبيعي أن ينعكس التآزم السياسي والتدهور الأمني سلباً على الوضع الاقتصادي ويفاقم في

في ظل تراجع المؤشرات الاقتصادية والركود الذي يخيم على الأسواق، إضافة إلى موجات النازحين السوريين إلى لبنان. لكن البعض الآخر من المتفائلين لم يتخطى نسبة الـ2,5 في المئة بسبب الرزم التحفيزية التي أطلقها مصرف لبنان خلال العام الجاري، فيما يتوقع ان يطلق رزمة جديدة في العام 2014 تتعدى سقف الـ1200 مليار ليرة. من هنا يمكن القول أن لبنان يمر حالياً في مرحلة أمنية حرجة أدت إلى ضرب مقومات الإقتصاد اللبناني. هذه المقومات كانت في الأساس ضعيفة مع تفاقم أزمة الدين العام ومالية الدولة. وكان من واجب الحكومة القيام بعدد من الخطوات بهدف تخفيف الأزمة. لكن التركيبة السياسية اللبنانية تقف عقبة رئيسية أمام هذه الخطوات، ونجد أن المسؤولين السياسيين في لبنان يصرفون وقتهم بالجدالات السياسية العقيمة التي تلعب دوراً أساسياً في الفلتان الأمني في لبنان. ويأتي الإنقسام المذهبي ليؤجج الوضع عبر المواجهات الأمنية التي تعصف بالمكونات الطائفية للبنان وخصوصاً ظاهرة الخطف التي كنا نعتقدنا أنها ولّت مع إنتهاء الحرب الأهلية.

في الختام، يُمكن القول أن النظام السياسي في لبنان يلعب دوراً سلبياً في تدارك الوضع الاقتصادي من قبل المعنيين في الدولة إلى حد منعهم من التعامل مع الوضع بمسؤولية وطنية تغلب فيها مصلحة الوطن على المصالح الشخصية. لذا من الضروري العمل تشريعياً على نصّ قوانين تطل محاربة الفساد مثلاً.

أزمته وفي هبوط المؤشرات والقطاعات، وأن ينسحب الأمر على الوضع الاجتماعي والمعيشي مع انخفاض معدلات النمو وارتفاع معدلات البطالة والهجرة لا سيما هجرة الشباب...

وفي الواقع ليس أمام المؤسسات والقطاعات الاقتصادية التي باتت في وضعية تصريف الأعمال إلا اتباع استراتيجية بقاء وصمود، وتمرير هذه المرحلة بأقل أضرار وخسائر ممكنة، مع ما يستدعيه ذلك على مستوى الشركات والجماعات من شد الأحزمة وإعادة ترتيب الأولويات.

وأكدت التوقعات ان النمو الاقتصادي في لبنان كان مستقراً على 1,5 في المئة خلال العامين 2013 و2014 مقارنة بالنسبة المسجلة عام 2012. كذلك رجحت ان يصل معدل تضخم الاسعار في لبنان الى 6,3 في المئة في العام الجاري قبل ان يتقلص بشكل كبير الى 3,1% نهاية العام 2014.

كذلك توقع الصندوق الدولي ان يبلغ العجز في الحساب الجاري لميزان المدفوعات الخاص بلبنان 16,7 في المئة من الناتج المحلي الاجمالي في عامي 2013 و2014، وأن يرتفع العجز في الموازنة من 9 في المئة من الناتج المحلي الاجمالي في العام 2012 الى 10,4 في المئة في العام 2013، و11 في المئة في 2014.

وكان بعض المحللين من فئة المتشائمين، رأى ان نسبة الصفر في المئة للنمو المتوقع في لبنان واقعية

النمو الإقتصادي تحت مجهر التوقعات الداخلية والخارجية

ترقب الدفعة التحفيزية الجديدة لمصرف لبنان في 2014

ويتوقع ان يطلق رزمة جديدة في العام 2014 تتعدى سقف الـ1200 مليار ليرة

في الموازنة من 9 في المئة من الناتج المحلي الاجمالي في العام 2012 الى 10,4 في المئة في العام 2013، و11 في المئة في 2014.

وكان بعض المحللين من فئة المتشائمين، رأى ان نسبة الصفر في المئة للنمو المتوقع في لبنان واقعية في ظل تراجع المؤشرات الاقتصادية والركود الذي يخيم على الأسواق، إضافة إلى موجات النازحين السوريين إلى لبنان. لكن البعض الآخر من المتفائلين لم يتخطى نسبة الـ2,5 في المئة بسبب الرزم التحفيزية التي أطلقها مصرف لبنان خلال العام الجاري،

تدقق عدد كبير من النازحين السوريين إليه من جهة، وحال عدم الاستقرار السياسي وضعف البيئة الخارجية من جهة أخرى.»

وفي هذا الاطار توقع الصندوق في تقريره ان يبقى النمو الاقتصادي في لبنان مستقراً على 1,5 في المئة خلال العامين 2013 و2014 مقارنة بالنسبة المسجلة عام 2012. كذلك رجح ان يصل معدل تضخم الاسعار في لبنان الى 6,3 في المئة في العام الجاري قبل ان يتقلص بشكل كبير الى 3,1% في العام 2014.

كذلك توقع ان يبلغ العجز في الحساب الجاري لميزان المدفوعات الخاص بلبنان 16,7 في المئة من الناتج المحلي الاجمالي في عامي 2013 و2014، كما توقع الصندوق ان يرتفع العجز

تستمر حرب البيانات حول توقعات النمو الاقتصادي في لبنان، وإن أعلن حاكم مصرف لبنان رياض سلامة منذ أيام، ان نسبة النمو تتراوح بين 2 و2,25 في المئة، وهو لا يركن إلا لاحصاءات مصرف لبنان على هذا الصعيد.

أما معهد التمويل الدولي فتوقع ان يسجل الناتج المحلي الاجمالي الحقيقي في لبنان، نمواً بنسبة 0,7 في المئة في العام 2013، عازياً التباطؤ الى تداعيات الازمة السورية والتشنجات السياسية المحلية.

في حين أشار صندوق النقد الدولي في تقريره حول آفات الاقتصاد الاقليمي لمنطقة الشرق الاوسط وآسيا الوسطى، الى ان «لبنان قد يواجه تحديات خلال الفترة المقبلة نتيجة

افتتاح مركز «الملتقى» في مقر جمعية التنمية للإنسان والبيئة في صيدا

الأيام - صيدا



احتفلت جمعية التنمية للإنسان والبيئة في صيدا بافتتاح مركز «الملتقى»، في حفل رعاه رئيس المجلس الثقافي للبنان الجنوبي حبيب صادق وبحضور النائب علي عسيران وممثلين عن النائب بهية الحريري وامين عام التنظيم الشعبية الناصري الدكتور اسامة سعد وتيار المستقبل والجماعة الاسلامية، وفاعليات، وكان في استقبال المشاركين مدير عام جمعية التنمية فضل الله حسونة. وتوالى على الكلام كل من رامي شما ومنى حسونة التي قالت ان حلم الشباب باقامة مركز «الملتقى» قد تحقق، ورئيس الجمعية المهندس

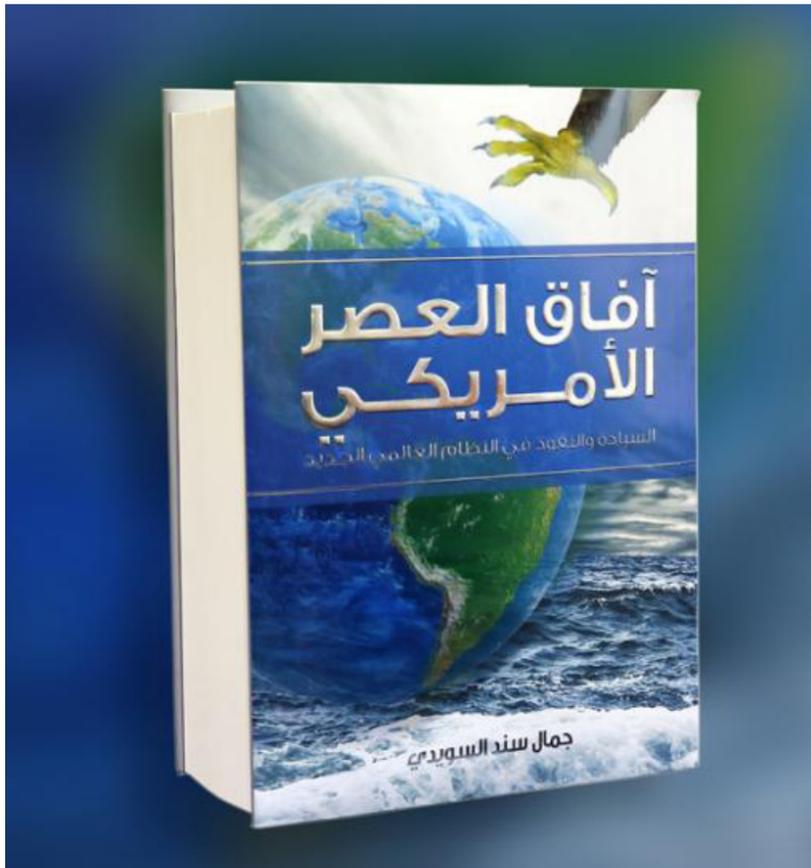
عبد الواحد شهاب الذي اكد على خطط الجمعية الانمائية والاجتماعية والثقافية، والفنان طارق بشاشة وناجي سعيد وامين سر تجمع المؤسسات الاهلية في صيدا ماجد حمتو وممثلة جمعية النجدة الشعبية الفرنسية فاكدوا على اهمية اقامة الملتقى لتفعيل الحياة الثقافية والابداعية في صيدا، ودعوا الى تنشيط التواصل والالتقاء بين الشباب، في مساحة ثقافية تفاعلية واجتماعية. وتحدث راعي الحفل امين عام المجلس الثقافي للبنان الجنوبي حبيب صادق فهناك جمعية التنمية على انجازها الجديد في افتتاح مركز ملتقى، لتفعيل الانشطة الثقافية والاجتماعية والانمائية في مدينة صيدا. يتألف مركز «الملتقى» من مكتبة مطبوعة



- والكترونية عامة تضم كتباً ادبية وثقافية متخصصة في مجالات بناء والعمل الاجتماعي وحقوق الانسان والبيئة، وهو سيكون مساحة ثقافية ابداعية لكل شباب وشابات المدينة، اضافة الى مركز للانشطة الثقافية والابداعية.
- و ذوي الاحتياجات الخاصة من مهارات التواصل والقيادة.
- زيادة الوعي لدى الفئات المستهدفة بحقوقهم.
- حماية الموارد الطبيعية والبيئية.
- زيادة مشاركة الأطفال والناشئة والشباب والمرأة وذوي الاحتياجات الخاصة في الشأن العام.
- تأسيس شبكة شبابية عربية.
- الضغط على أصحاب القرار بهدف إيجاد سياسات وقوانين صديقة للشباب في لبنان.
- والمراة وذوي الاحتياجات الخاصة.
- خلق مراكز أمنة للأطفال والناشئة والشباب والمرأة وذوي الاحتياجات الخاصة.
- تمكين الأطفال والناشئة والشباب والمرأة

لقاء بين مركز الإمارات للدراسات والبحوث الاستراتيجية و مرصد الدراسات الجيوسياسية في باريس

الأيام - باريس



الجيوسياسية والتي سمحت بعقد مناقشات مفصلة حول كتابه الجديد «آفاق العصر الأمريكي: السيادة والنفوذ في النظام العالمي الجديد» وفي هذه المناسبة رحب الدكتور تشارلز سان برو Charles Saint-prot مدير مرصد الدراسات الجيوسياسية بالدكتور السويدي باعتباره من ابرز الباحثين العرب المعاصرين، مشددا على أهمية ابحاثه التي تتناول و تعالج القضايا الاكثر أهمية في العالم الحديث. كما أشاد بجودة أنشطة مركز الإمارات للدراسات والبحوث الاستراتيجية الذي يعتبر من ابرز و أهم مراكز البحوث الاستراتيجية في العالم. ومن جهته أكد الدكتور السويدي عزمه على تطوير العلاقات بين مركز الإمارات للدراسات والبحوث الاستراتيجية الذي يترأسه و مرصد الدراسات الجيوسياسية في فرنسا.

استقبل مرصد الدراسات الجيوسياسية في فرنسا الدكتور جمال سند السويدي جمهور كبير من الأكاديميين والباحثين، وكبار المسؤولين المدنيين والعسكريين والطلاب في مقر مرصد الدراسات الجيوسياسية في باريس حفل توقيع كتاب الدكتور جمال سند السويدي الجديد بعنوان: «آفاق العصر الأمريكي: نظم السيادة والنفوذ في النظام العالمي الجديد» في باريس. و قد استقبل مرصد الدراسات الجيوسياسية (OEG) ومركز مورييس أوريو Maurice Hauriou في جامعة باريس ديكرت السوربون- باريس سينييه سعادة الدكتور جمال سند السويدي مدير مركز الإمارات للدراسات والبحوث الاستراتيجية في مقر مرصد الدراسات الجيوسياسية في باريس. وقد سبق توقيع الكتاب لقاء بين الدكتور السويدي و باحثين اكاديميين من أعضاء اللجنة العلمية للمرصد الدراسات

الأيام باللّغة الفرنسية :
ص. ١٢



الأيام

AL AYAM

الاقتصادية

(أسسها وفيق الطيبي سنة ١٩٦٦)

١٠٠٠ ليرة

- ترقب الدفعة التحفيزية الجديدة لمصرف لبنان في 2014

- توقعات بنمو الاقتصاد العربي 5 % العام الحالي

- القطاع المصرفي العربي الأكثر جاهزية للنمو الاقتصادي في 2014

أسسها وفيق الطيبي سنة ١٩٦٦

العدد - ٧٧ - تموز ٢٠١٤



الإقتصاد العربي - ص.٤

التكامل الاقتصادي العربي ليس ترفاً بل حاجة مصيرية



القضية المركزية - ص.٦

الدكتور ماهر تيسير الطباع:
مبادرة القطاع الخاص الفلسطيني للاستثمار
تجربة رائدة في تنمية الاقتصاد الوطني

الوضع الاقتصادي في لبنان...

الأيام - عبد معروف

يتقلب الاقتصاد اللبناني رأساً على عقب ، ويدفع المواطن ثمناً باهظاً من عمره ومستقبله، ويضيع الوطن على إيقاع الانفجارات التي عادت إلى واجهة الأحداث في لبنان ، وانهبان الوضع الاقتصادي وفي كلا الحالتين المستهدف يبقى المواطن .

وليس جديدا القول إن العام الحالي شهد تطورات كارثية على الإقتصاد اللبناني. فمع استيراد الأزمات السورية إلى الشارع اللبناني، وعدم انتخاب رئيس للجمهورية ، بالإضافة إلى الفراغ الإداري الذي ضرب مؤسسات الدولة كنتيجة لانتظار الاستحقاقات الإقليمية، والمطالب الاجتماعية، ذُكّت هياكل الإقتصاد اللبناني، وليس مُستبعداً أن تكون توقعات على نفس الوتيرة إذا ما استمر الإطار العام على ما هو عليه.

خلال العامين الماضيين مع حالة الركود الاقتصادي ، تطلع المواطن اللبناني إلى المستقبل بنظرة تفاؤل مع قرب الإنتخابات النيابية وانتخاب رئيس للجمهورية. لكن عدم الإتفاق السياسي أدى إلى إلغاء الإنتخابات النيابية والتمديد للمجلس النيابي وعدم انتخاب رئيس للجمهورية.

تتمة ص.٣

دور شركات التأمين في الاقتصاد الوطني



رأى السيد غابي حداد المدير الاقليمي لشركة فيدلتي للتأمين في صيدا وجنوب لبنان أن لشركات التأمين دور هام في تنمية الاقتصاد الوطني اللبناني وأكد حداد في حوار مع «الأيام» أن شركة فيدلتي تتبع منهجية متطورة وعصرية في خدمة المواطن الذي يتعامل مع الشركة

ماذا عن عمل شركة فيدلتي منذ تأسيسها؟

تأسست مؤسسة «FIDELITY» سنة 1964، ويعتبر السيد ريكاردو سليمان هو المؤسس و المساهم الأكبر باسهم الشركة 89%. ويعتبر هو قائد السفينة و صاحب الامبراطورية. والسيد ريكاردو من مؤسسي شركة «AMERICAN LIFE» أيضا . وهنا لا بد من الاشارة إلى أن «FIDELITY» تأسست وطورت عملها على اسس و مبادئ واضحة و متينة وهي بحالة استقرار مادي، ففي سنة 1994 مثلا كان مجموع ما تمتلكه الشركة 500 او 600 الف دولار، اما اليوم فهي تعمل بمبلغ ما بين 60 و 65 مليون دولار، ولا بد من التنويه بأن شركتنا تتعاطى مع السوق ومع الزبائن باحترام ووضوح وثقة وشفافية.

ما هي استراتيجية الشركة؟

استراتيجية الشركة واضحة الهدف، و مندوبي الشركة مستعدين للوصول للزبائن بأي مكان وبأي وقت وهم مهيبين لنقل افكار ومبادئ الشركة للناس. وأول فرع للشركة تأسس في منطقة صور وبعد ذلك تأسس فرع اخر في منطقة النبطية و بعد ذلك في منطقة صيدا. وهنا لا بد من القول بأن لكل شركة رؤية

واستراتيجية تعمل على اساسها حتى تصل الى أهدافها المرجوة فقد اعتمدت شركة فيدلتي على الانتشار الجغرافي على مساحة الوطن . وشركتنا لها فروع اليوم في كافة المناطق اللبنانية ، والهدف من هذه الفروع هو التواصل المباشر بين الوكيل وبين الزبون . ذلك لأن شركتنا هي خدماتية و تؤمن خدمات للناس حتى تستطيع ان تكون بجانبه وتحميه وتحمي مصالحه في كل اوقات المحن .

هل أثرت مشاكل وأزمات الوطن على عمل وبرامج شركات التأمين؟

بالطبع لقد تأثرت شركات التأمين مثل غيرها من الشركات بل اكثر من باقي القطاعات بالأزمات والصراعات التي شهدتها لبنان وتأثرت بالحروب المتنقلة والتشنجات الداخلية و المواقف السياسية، كلها أثرت سلبا على شركات التأمين . لكن حسن تعامل السيد ريكاردو سليمان منذ استلامه شركة «FIDELITY» سنة 1994 اوصل الشركة الى بر الامان و الى المرتبة الخامسة بين الشركات .

كيف تصف وعي الناس لشركات التأمين

ليس هناك وعي كاف لدى الناس لأهمية شركات التأمين ، فالناس لم تستوعب بعد بشكل كامل مستوعبة فكرة شركة التأمين وأهميتها وضرورتها في حياة الانسان ، شركتنا دربت المندوبين و كانهم مستشاريين وأرسلتهم إلى

القطاعات البشرية في لبنان لشرح أهمية هذه العملية ، لإبراز أهمية التأمين للإنسان وللتأكيد على أن التأمين هو الحل لمشكلة الانسان ، هناك من يريد التأمين على حياته من اجل حماية اولاده و هناك التأمين على المعامل و المصانع والممتلكات لحمايتها من الكوارث الطبيعية او اي حادث آخر . على سبيل المثال بسبب أحداث ابول سبتمبر في واشنطن ونيويورك عام 2001 فقد من تحمل أعباء هذه الأحداث والأضرار التي لحقت بالمؤسسات التي أصابها الاضرار هي شركات التأمين . اعصار تسونامي ايضا فقد كانت شركات التأمين هي السند الاساسي لاعادة عجلة الاعمار والحياة . وزارة الاقتصاد في لبنان تنظم المشاكل التي نعاني منها مثل، وضع القوانين كما نشكو من عدم وجود نقابة . ففر ثقافة المجتمع بالمعلومات حول شركات التأمين تشكل لنا مشاكل لان نظرة الناس لهذه الشركات على انها شركات نصب و احتيال . لهذا علينا التعامل بشفافية و وضوح حتى نسبح لكل الناس بالثقة بشركتنا.

ما أهمية شركات التأمين في الاقتصاد الوطني؟

لنعتبر ان هناك شركات تعمل على نطاق واسع حتى تقدر ان تغطي السوق المحلي او تطمح للوصول الى الاسواق الخارجية ، في حال تعرضت هذه الشركات لاي حادث ، حريق او زلزال او اعصار ، بطبيعة الحال هذا سيحول دون تكملة مسيرتها الانتاجية . كذلك رب العائلة لو تعرض لاي حادث ، كيف سيكون مصير عائلته من بعده؟؟ بينما لو كان مؤمن على حياته تستطيع عائلته استكمال مسيرة حياتهم بطريقة لائقة و محترمة و بدون حاجة احد . استراتيجية الشركة قائمة على 3 ركائز ثابتين. اي خلل في اي من هذه الركائز يعرض الشركة للسقوط. ونحن كشركة علينا ان نحافظ على المندوب و الوكيل و الزبون . و انا كمدير مؤتمن على ادارة الشركة حتى تستطيع الشركة اكمال المسيرة. فشرركات التأمين هي عصب اساسي بالدولة وشرركات التأمين هي عصب اساسي من الدورة الاقتصادية للبنان.